



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

2 avril 2026 – N°15

L'édito

Élections municipales, éléments d'analyse

La plus mauvaise participation depuis 1959 à l'exception de 2020 : 57,2 %

La participation a baissé de façon régulière depuis 1977 (elle était alors de 78.8 %). L'abstention est de 60% chez les 25-34 ans, elle dépasse les 60% pour les personnes ayant un revenu inférieur à 1250 €. Pour 31% des abstentionnistes, leur abstention est motivée «car ces élections ne changeront rien à ma vie quotidienne». Il est possible de relire avec profit «Droitisation de la France, mythes et réalités», où Vincent Tiberj analyse l'évolution de l'abstention comme un signal fort équivalent au «Quiet quitting» ou démission silencieuse, ce qui diffère de l'abstention «apolitique» d'autrefois. .

Paysage politique à l'issue des élections

Le RN a montré sa capacité à garder les villes conquises en 2014 et 2020. Si le RN a réalisé de bons scores dans les villes de moins de 60 000 h, son score chute drastiquement dans les villes de plus de 100 000 habitants. Dont 52 % sont dirigées par les forces de gauche et écologistes.

La France Insoumise fait de bons résultats, le PS résiste bien (12 villes en 2026 comme en 2020), le PCF gagne Nîmes (150 000 h), mais les Écologistes ne conservent que trois des sept villes qu'ils dirigeaient : Lyon, Grenoble et Tours. Ils perdent la métropole de Lyon du fait de la désunion des forces progressistes.

Le paysage apparaît clivé entre les métropoles et grandes villes d'une part, les villes moyennes et petites et les zones rurales d'autre part. Les causes de ce clivage sont à analyser, la géographie traduisant des questions politiques et sociales (cf. David Harvey, «Géographie de la domination»).

Le poste de maire reste accaparé par les hommes.

En 2020, la moitié des dix plus grandes métropoles avaient des femmes à leur tête, en 2026, deux seulement vont être dirigées par des femmes : Nantes et Strasbourg. Sur les 42 communes de plus de 100 000 habitants, en 2026 huit maires sont des femmes contre 12 en 2020. C'est la marque d'un blocage persistant quant à l'attribution de postes à responsabilité à des femmes.

Émergence de têtes de liste issues de l'immigration et des quartiers populaires : un tournant politique

C'est la grande bonne nouvelle de ces élections. Il y a une augmentation significative de la participation lorsqu'il y a des candidates et candidats issus des quartiers et de la diversité, même si la participation reste faible : à Saint-Denis, l'abstention était de 57 % alors qu'elle était de 70 % en 2020 ; à Vénissieux l'abstention est de 63 % en 2026 alors qu'elle était de 71 % en 2020.

Forte progression des listes citoyennes et participatives

159 listes citoyennes et participatives sont élues en 2026 contre 66 en 2020. Ces listes sont présentes dans les communes de 1 000 à 30 000 habitants. 40% des maires sont des femmes dans les communes participatives.

Stratégies des forces de Gauche et écologistes, perspectives pour 2027

La verticalité de la Vème République a été poussée très loin lors des mandats de Emmanuel Macron. Cela a fortement contribué à faire des élections municipales un terrain d'expérimentation de stratégies pour l'élection présidentielle.

À Lyon, Grenoble, Nantes, Tours, les alliances des majorités sortantes de gauche et écologistes l'ont emporté avec la présence de LFI.

La défaite à Toulouse d'une liste de gauche menée par la FI montre que la droite a réussi mobiliser sur le thème du refus de LFI, et qu'une partie du PS, minoritaire mais significative, a choisi de ne pas soutenir les listes LFI. Le PS à Paris et à Marseille a montré qu'ils pouvaient gagner sans alliance avec LFI. Si les alliances à gauche ont parfois permis de l'emporter, ce qui est positif pour les populations, la tambouille politicienne qui a accompagné ces alliances est négative : elle ne peut qu'éloigner de la politique et risque de renforcer l'abstention.

RÉUNION-DÉBAT EN VISIO DU RESEAU UKRAINE

Pendant la guerre de résistance, quelles mobilisations citoyennes, quels mouvements sociaux, quelle auto-organisation ?

LUNDI 6 AVRIL 2026, de 18h30 à 20h30

Avec Patrick LE TREHONDAT

militant autogestionnaire, membre de l'Association pour l'Autogestion et du RESU-France

[https://us02web.zoom.us/j/84228389295?](https://us02web.zoom.us/j/84228389295)
pwd=WE5ieHA5SG84MktmeTVVW0piRmVpdz09
ID de réunion: 842 2838 9295 Code secret: 334752

FLOTTILLE LIBERTÉ POUR GAZA
CAMPAGNE FRANÇAISE

NOUS VOGUERONS
VERS GAZA
AU PRINTEMPS

Deux voiliers français et une dizaine de navires des « Thousand Madleens » partiront le 4 avril de Marseille avec l'objectif de « briser » le blocus israélien de Gaza

Pendant les élections la chasse aux pauvres continue !

La droite aurait tort de se gêner à maltraiter les pauvres : les plus précaires s'abstiennent pour moitié et presque un quart votent encore pour la gauche... les électeurs macronistes et LR sont moins de 10% et 16% pour le RN. Un quart des précaires votent pour ceux qui mènent la chasse aux pauvres !

Toutes ces droites ne courent aucun risque à poursuivre une politique économique qui fait payer les pauvres par les réformes de l'indemnisation chômage ou la loi pour le plein emploi de décembre 2023. D'autres textes sont attendus incessamment. Ils trouveront une majorité d'union des droites pour voter le Revenu universel d'activité (RUA), un nivellement par le bas des allocations avec des pertes pour nombre de personnes.

Cette politique ne se limite pas à son aspect comptable – faire les économies sur le dos des plus précaires – mais comporte aussi une dimension politique qui va vers l'autoritarisme d'État. Le régime des sanctions (suspension, suppression des allocations pour les "mauvais chercheurs d'emploi") est laissé à l'arbitraire des institutions avec l'usage d'algorithmes pour traquer les "mauvais pauvres". L'arbitraire administratif l'emporte sur le respect des droits fondamentaux : le droit des pauvres devient un

pauvre droit. Ceux-ci (et plus encore celles-ci car les femmes sont largement majoritaires dans la précarité) sont considérés comme des sous-citoyens. L'atteinte aux droits fondamentaux concerne tout le monde et affaiblit l'État de droit et la démocratie. La fascisation ne se réduit pas aux nervis de l'extrême droite, ni aux durcissements sécuritaires des appareils d'État. Il est aussi dans la banalisation, la légitimation de cet arbitraire qui transforme les citoyens en sujets. Le combattre avec les plus précaires c'est défendre les droits de toutes et tous.



La gauche a en partie réussi à imposer la diversité malgré les hurlements hystériques des racistes de tous poils (ministres, élus, excités de CNews...). Mais elle reste faible dans sa capacité à faire entendre la voix des invisibles d'en bas et prendre en charge avec eux la défense de leurs droits dans toutes les dimensions évoquées ci-dessus. Jusqu'à aujourd'hui ça reste trop le monopole des

organisations sociales et caritatives. La citation pour harcèlement moral du président du conseil départemental du Finistère par l'UD CGT montre que le syndicalisme commence à y prendre part. Il serait bon que ce soit repris par d'autres forces politiques syndicales et associatives construisant ainsi une alternative au RN et à ses amis.

Algérie-France : des relations complexes et difficiles

Après 132 années de colonisation – dont près de huit années d'une guerre d'une violence extrême – l'Algérie a obtenu son indépendance le 5 juillet 1962. Ses relations avec l'ex-puissance coloniale ont toujours été complexes, basées sur une attraction-répulsion qui n'a jamais cessé et qui a balancé en fonction des intérêts et des politiques des deux partenaires. Au-delà des relations diplomatiques, la population algérienne est très intéressée par ce qui se passe en France et par la possibilité de s'y rendre pour de multiples raisons (famille, études, travail, affaires...). La question des visas, essentielle, est un élément de discorde permanent, de même que celle de l'histoire.

Pendant la présidence de Macron, des avancées notables ont été faites : reconnaissance de la responsabilité de l'armée française dans l'assassinat de Maurice Audin (2018) et de Larbi Ben M'hidi (2024), rapport Stora (2021)... Mais des signes de crispation se multiplient. La crise éclate au grand jour avec la reconnaissance de la « marocanité » du Sahara occidental (juillet 2024) puis le voyage de Macron au Maroc, considérés comme un *casus belli* par Alger. L'arrestation de Boualem Sansal (novembre 2024), largement instrumentalisée par les nostalgiques de l'Algérie Française et de l'OAS – et notamment Retailleau, ministre de l'Intérieur de septembre 2024 à octobre 2025 – ainsi que par certains milieux sionistes, fait de cette crise la plus grave depuis l'indépendance de l'Algérie.

La nomination de Nunez au ministère de l'Intérieur (12-10-2025) marque le début d'une évolution de la diplomatie française. Les décideurs algériens le comprennent très vite et les bonnes relations entre les présidents allemand et algérien permettent la libération de Boualem Sansal qui arrive à Paris (18-11-2025) après un bref passage par Berlin. Le mois suivant, Nunez est invité à Alger où il se rend du 16 au 17 février 2026 pour tenter de relancer le dialogue bilatéral. Le bilan est positif, les voies du dialogue sont rétablies, la coopération sécuritaire est reprise (notamment sur la question du Sahel), la coopération sur les questions migratoires va être rétablie... mais la reprise de la coopération politique se fera attendre, ainsi qu'un certain nombre d'autres questions comme la libération du journaliste Christophe Gleizes. La crise est apaisée, mais le retour au beau fixe attendra.



Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes. Chacun·e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : ensemblegauchalternative@proton.me